



**CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE : LES DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE LA BIOÉNERGIE:
3-5 JUIN 2008 ROME, ITALIE**

La Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et de la bioénergie, a repris ses travaux le 4 juin 2008 au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) à Rome, Italie. Au cours de la journée et dans la soirée, les participants au Segment de haut niveau ont entendu les déclarations des chefs d'États et de Gouvernements, des chefs de délégations et des orateurs invités. Le Comité plénier (CP) a tenu quatre tables rondes au cours de la journée. Le Groupe de travail informel à composition non-limitée s'est également réuni pendant toute la journée pour poursuivre le travail sur le projet de déclaration. Ce projet a été par la suite examiné par le CP lors d'une session organisée dans la soirée.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Note de l'éditeur: pour la couverture textuelle et audio de certains orateurs, visiter :

<http://www.fao.org/foodclimate/conference/statements/>

Les Chefs d'États et de gouvernements suivants ont fait des déclarations au Segment de haut niveau : Denis Sassou N'Gusso (Congo); Leonel Fernández (République dominicaine); João Vieira (Guinée Bissau); Gabriel Ntisezerana (Burundi); Maria Gloria Penayo de Duarte (Paraguay); Absalom Themba Dlamini (Swaziland); Abbas El Fassi (Maroc); et Pakalitha Mosisili (Lesotho). Les Vice-premiers ministres du Turkménistan et de la Thaïlande ont également pris la parole.

Les ministres, ambassadeurs ou représentants des pays suivants ont également fait des déclarations au Segment de haut-niveau : Afghanistan; Algérie; Arabie Saoudite; Arménie; Australie; Autriche; Bahreïn; Bangladesh; Belgique; Belize; Bhutan; Burkina Faso; Cambodge; Canada; Cap Vert; Chili; Chypre; Danemark; Équateur; El Salvador; Finlande; Gambie; Grèce; Guatemala; Guinée; Haïti; Islande; Indonésie; Iraq; Italie; Jamaïque; Jordanie; Kenya; Kuwait; Lao; Libye; Luxembourg; Malaisie; Malte; Maurice; Maldives; Mongolie; Mozambique; Myanmar; Nouvelle-Zélande; Nigeria; Norvège; Oman; Pakistan; Pays-Bas; Philippines; Portugal; Qatar; République de Biélorussie; République de Corée; République populaire démocratique; Roumanie; Rwanda; Samoa; Sao Tome et Principe; Slovaquie; Soudan; Suède; Suisse; République arabe syrienne; Togo; Turquie; Tuvalu; Ouganda; Ukraine; Emirats arabes unis; États-Unis; Uruguay; Viet Nam; et Zambie.

Les représentants des institutions suivantes ont également pris la parole au Segment de haut niveau : la Banque africaine de développement; les nations du Commonwealth; la Commission européenne; le Parlement européen; et le Bureau du Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

De nombreux orateurs ont parlé des causes possibles de la crise alimentaire, notamment de la spéculation sur les denrées alimentaires. Certains ont appelé à plus de recherche sur les effets du changement climatique et de la bioénergie sur les prix des aliments. D'autres orateurs ont mis l'accent sur les liens entre les crises alimentaire et énergétique. Bon nombre

de participants ont également décrit la crise alimentaire comme une occasion d'investir dans l'agriculture, et de transformer l'agriculture en « agro-industrie ».

A propos de la coopération et de la coordination internationales, un certain nombre d'orateurs se sont félicités de la mise sur pied du Groupe de travail spécial sur la crise alimentaire mondiale, et d'autres ont formulé des suggestions spécifiques sur la manière dont il devra poursuivre son travail. Un certain nombre d'autres orateurs ont mis l'accent sur une réforme plus profonde de la FAO, suggérant que celle-ci devrait poursuivre le travail de coordination sur la sécurité alimentaire. Bon nombre de participants étaient favorables à une plus grande coopération inter-agence.

Pour ce qui est du changement climatique, des participants ont exprimé le souhait de voir les conférences de Postdam et de Copenhague sur le climat aboutir à des résultats positifs. De nombreux intervenants ont parlé des effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire et certains représentants des pays en développement ont demandé instamment d'accorder une attention particulière à l'adaptation, en l'intégrant dans la planification agricole.

Les divergences de vues sur les biocarburants ont continué à marquer les discussions. Certains orateurs ont mis en exergue les impacts des biocarburants sur les prix des denrées alimentaires et se sont opposés à l'utilisation des cultures vivrières pour la production de la bioénergie. D'autres participants ont encouragé le développement d'autres formes d'énergies renouvelables. Certains autres participants ont souligné que tous les biocarburants n'ont pas d'effets pervers, et que certains peuvent être produits de manière durable. Un certain nombre de participants étaient favorables à l'élaboration de directives internationales pour le développement durable des biocarburants. D'autres ont recommandé la recherche sur les biocarburants de deuxième génération, tandis qu'un délégué a mis l'accent sur la nécessité de la recherche sur les subventions à la production des biocarburants. Certains délégués des pays en développement ont recommandé l'élimination de ces subventions. Un groupe régional a appuyé l'utilisation des organismes génétiquement modifiés pour la production des biocarburants, en prenant des précautions nécessaires.

A propos des questions commerciales, une majorité de participants a exprimé l'espoir de voir la série des négociations de Doha aboutir à des résultats positifs, et plusieurs ont souligné la nécessité d'éliminer les restrictions sur les exportations, ainsi que les subventions à l'agriculture dans les pays développés. L'accent a été mis également sur la participation des pays en développement au commerce mondial des denrées alimentaires.

Pour ce qui est des ressources financières, un appel général a été lancé en faveur de l'accroissement des investissements dans l'agriculture, particulièrement en Afrique. Un orateur a souligné la nécessité d'une plus grande implication du secteur privé, tandis que d'autres se sont tournés vers les institutions de Brettons Woods ou les pays développés. De nombreux pays développés ont pris l'engagement d'apporter leur aide pour lutter contre la crise alimentaire.

Quelques intervenants ont souligné le rôle des agricultrices. Certains ont exprimé leur appui à la poursuite du Mécanisme de développement propre (MDP) et ont relevé le faible niveau de participation des pays africains.

De nombreux participants ont parlé des initiatives nationales entreprises pour atteindre la sécurité alimentaire, tandis que d'autres ont attiré l'attention sur les troubles

sociaux causés par la crise alimentaire, et sur le fait que cette crise peut constituer un obstacle pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les participants ont également débattu de la nécessité d'adopter des modèles de production et de consommation durables.

COMITÉ PLÉNIER

HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES: CAUSES, CONSÉQUENCES ET SOLUTIONS POSSIBLES:

Cette table ronde était co-présidée par Ed Schafer, Secrétaire d'Etat à l'agriculture des États-Unis, et Mahamane Moussa, Ministre du développement agricole du Niger (HLC/08/INF/1). Schafer a plaidé pour un accroissement des investissements dans: la gestion de l'eau; la résistance au climat; les biocarburants de la génération suivante; et la science et technologie. Moussa a présenté les initiatives entreprises dans son pays pour améliorer la sécurité alimentaire.

Barbara Stocking de Oxfam, a plaidé pour une réponse humanitaire immédiate et pour la mise en place à long terme, des filets de sécurité sociaux, appuyés par des systèmes gouvernementaux forts. Willem-Jan Laan, d'Unilever, a parlé des actions menées par les secteurs privés pour faire face à la crise alimentaire actuelle. Il a souligné la nécessité de la durabilité dans la production alimentaire et bioénergétique, ainsi que des autres types d'énergie. Joachim von Braun de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, s'est dit favorable au commerce libre basé sur des règles, et a plaidé pour des solutions adaptées aux pays et appartenant aux pays.

Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont souligné la nécessité: d'accorder une importance particulière aux petits exploitants agricoles; de la bonne gouvernance; de mécanismes de financement rationalisés et accessibles; d'une réforme du commerce international; et de politiques pour établir le lien entre l'eau, l'énergie et l'alimentation.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

ALIMENTAIRE: Cette table ronde était co-présidée par Muzahem Al Muheisen, Ministre de l'agriculture de Jordanie et Erik Solheim, Ministre du développement international de la Norvège, qui ont mis l'accent sur les incitatifs pour les utilisateurs locaux des terres, la représentation des intérêts des groupes vulnérables et les effets du changement climatique sur l'accès à la nourriture (HLC/08/INF/2).

Martin Parry, du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a décrit les sécheresses récentes comme étant l'une des causes du déclin de la production alimentaire, soulignant qu'elles constituent les premiers signaux de l'évolution du climat. Il a énuméré les stratégies adaptatives parmi lesquelles la culture des plantes résistantes à la sécheresse, le développement des stratégies et d'infrastructures d'irrigation, et la réduction de la pauvreté. Ulla Holm, du Bureau du Programme alimentaire pour le développement de Tetra Pak, a souligné le rôle potentiel du secteur privé dans la promotion de la croissance économique et le développement de la technologie de transformation, et a mis l'accent sur la nécessité des partenariats publics-privés. Martin Khor, du Réseau Tiers Monde, a suggéré que les institutions financières internationales ont promu les importations des aliments au détriment des investissements dans l'agriculture, et qu'il faudrait changer les politiques de manière à favoriser une plus grande autosuffisance alimentaire dans les pays en développement, à travers l'agriculture durable notamment.

Pour ce qui est de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, les participants ont parlé de: la gestion durable des ressources forestières et en eau; la dégradation des sols; les pêches; la croissance économique; l'extension du MDP; et le développement des mécanismes d'assurance. Les participants ont également souligné la nécessité d'autonomie pour les petits exploitants agricoles, la coopération Sud-Sud et le développement de l'agriculture et des industries locales.

ORGANISMES NUISIBLES ET MALADIES

TRANSFRONTIÈRES: Cette table ronde était co-présidée par Sharad Pawar, Ministre de l'agriculture, de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique, Inde, et Jim Anderton, Ministre de l'agriculture, des pêches et des forêts de la Nouvelle-Zélande (HLC/08/INF/7). Pawar a souligné que le changement climatique modifie les modèles de distribution des organismes nuisibles et des maladies, ce qui comporte des risques pour l'économie et l'environnement. Anderton s'est

dit favorable à l'aversion pour le risque dans le domaine de la biodiversité et que les politiques doivent se fonder sur la science.

Hans Herren, de Millénaire Institut, a mis l'accent sur l'absence de sécurité alimentaire pour la plupart des personnes touchées par les organismes nuisibles et les maladies transfrontières, et a appelé à la mise en place de meilleurs filets de sécurité alimentaires. Declan O'Brien, de la Fédération internationale pour la santé animale, a plaidé pour une plateforme mondiale pour lutter contre les organismes nuisibles et les maladies transfrontières. Taghi Farvar, de l'Union internationale pour la conservation de la nature, a appelé à une incorporation du savoir traditionnel dans les décisions relatives à la gestion des organismes nuisibles et des maladies.

Dans les discussions qui ont suivi, les délégués ont mis l'accent sur la menace que posent les organismes nuisibles et les maladies existants, et ont fait une mise en garde contre la priorité exclusive accordée aux questions émergentes. Ils ont plaidé pour: les analyses des rapports coûts efficacité et des coûts-bénéfices; la détection et l'alerte précoces; les mécanismes de réponse rapide; l'incorporation du savoir-faire des agriculteurs; le renforcement des capacités; et une attention à la biodiversité, notamment aux espèces naturelles résistantes des plantes et d'animaux.

BIOÉNERGIE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: Cette table ronde a été co-présidée par Gerda Verburg, Ministre de l'agriculture, de la nature et de la qualité alimentaire des Pays-Bas, et Guillermo Salazar, Ministre du développement agricole du Panama (HLC/08/INF/3). Verburg a parlé des critères et des indicateurs de durabilité. Salazar a décrit la situation actuelle comme une opportunité pour le développement durable.

Anne Ruth Herkes, de BP carburants, s'est dite confiante que les avancées technologiques futures permettront une production durable de la bioénergie. Pat Mooney, du Groupe d'action sur l'érosion, les technologies et la concentration (ETC Groupe), a déclaré que même les cultures pour le biocarburant de deuxième génération déplaceront inévitablement les cultures vivrières, ce qu'il a qualifié de « moralement inacceptable ». Ibrahim Assane Mayaki, de Hub rural, Sénégal, a plaidé pour une décentralisation systématique du développement de la politique agricole; la cohérence entre les secteurs, en particulier des politiques énergétiques et alimentaires; et pour plus d'initiatives systématiques de recherche et de développement.

Les participants ne se sont pas mis d'accord sur la valeur de la production du biocarburant, et un participant a qualifié la suggestion d'arrêter la production de biocarburant de « néocolonialiste ». Plusieurs participants étaient favorables aux biocarburants durables, et ont appelé à un accroissement de la recherche et du développement pour les biocarburants de deuxième génération, même si certains se sont dits préoccupés par le dénigrement des biocarburants de première génération. Les participants ont fait des suggestions pour des stratégies visant à encourager les biocarburants tout en assurant la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement. Certains ont fait appel à « une évaluation rationnelle » du développement de la bioénergie qui inclut une prise en compte des modèles de consommation énergétique inéquitables et la nécessité de l'électrification de base. Un délégué a déploré le fait que tant d'attention soit accordée à la bioénergie au détriment du développement des autres sources d'énergie. Un autre a déclaré que les biocarburants ne sont pas des « balles d'argent », et a suggéré davantage de précaution dans l'approche.

Dans la soirée, le CP s'est réuni de nouveau pour examiner le projet de déclaration transmis par le Groupe de travail informel à composition non-limitée. Les co-présidents du Groupe de travail, Ibrahim Abu Atileh (Jordanie) et David Hegwood (États-Unis), ont exhorté les participants à travailler dans un esprit de coopération et d'adopter une déclaration qui pourrait être présentée à la plénière le jeudi. Le Pakistan, au nom du Groupe Asie, et appuyé par de nombreux participants, a proposé l'adoption de la déclaration en bloc, et a fait une mise en garde contre toute tentative de modification du texte. D'autres participants, notamment Cuba et le Venezuela, n'ont pas approuvé le texte proposé. Saint Kitts et Nevis, au nom des Petits États insulaires en développement (PEID), a proposé l'inclusion d'une déclaration réaffirmant la Stratégie de Maurice pour le Développement durable des PEID. Le Mexique, au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, a demandé une suspension pour examiner les propositions. Les discussions reflétaient le désaccord continu et le CP a levé la séance à 22 h30 sans parvenir à un consensus.